

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

## REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	Laligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro de l'année précédente.....600F
Mali et régions intérieur.....	15.000 F	7500 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-DPD. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	30.000 F	15.000 F	Il n'est jamais compté moins de 1.000 F pour les annonces.	
Europe.....	33.000 F	16500 F	Les copies pour insertion doivent parvenir au plus tard les 5,15 et 25 de chaque mois pour paraître dans les J.O des 10, 20 et 30 suivants.	
Frais d'expédition.....	12.000 F			

### SOMMAIRE

#### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

##### DECRETS

**03 déc. 2002-décret n°02-536/P-RM** portant réglementation de la collecte, de la transformation et de la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles.....**p83**

**décret n°02-537/P-RM** fixant la répartition de l'aide financière de l'Etat aux partis politiques au titre l'année 2002.....**p85**

**décret n°02-538/P-RM** autorisant la cession de parcelles de terrain à titre de compensation à des Etats Etrangers.....**p89**

**03 déc. 2002-décret n°02-539/P-RM** portant nomination du Chef de Cabinet du Ministre de l'Artisanat et du Tourisme.....**p90**

**décret n°02-540/P-RM** portant nomination de l'Attaché de Cabinet du Ministre de l'Équipement et des Transports.....**p90**

**décret n°02-541/P-RM** portant nomination de Préfets.....**p91**

**décret n°02-542/P-RM** portant nominations au Cabinet du Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau.....**p91**

**décret n°02-543/P-RM** portant nomination du Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile.....**p92**

- 03 déc. 2002-décret n°02-544/P-RM** portant nomination du Directeur Général de la Police Nationale.....p92
- décret n°02-545/P-RM** portant nomination du Directeur Général Adjoint de la Police Nationale.....p93
- décret n°02-546/P-RM** portant nomination du Chef de Cabinet du Ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées.....p93
- décret n°02-547/P-RM** portant nominations au Cabinet du Ministre délégué aux transports.....p94
- 04 déc. 2002-décret n°02-548/P-RM** autorisant le Premier Ministre à présider le Conseil des Ministres du mercredi 04 décembre 2002.....p94
- 05 déc. 2002-décret n°02-549/P-RM** portant dissolution du conseil Communal de la Commune rurale de Fatoma.....p95
- 09 déc. 2002-décret n°02-550/P-RM** portant nominations au Ministère de l'Economie et des Finances.....p95
- décret n°02-551/P-RM** portant nomination d'un Inspecteur à l'Inspection des Finances.....p96
- décret n°02-552/P-RM** portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme.....p96
- décret n°02-553/P-RM** portant nominations au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche.....p97
- décret n°02-554/P-RM** portant nominations au Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile..... p98
- décret n°02-555/P-RM** portant nomination d'un Inspecteur à l'Inspection des Services de Sécurité et de Protection Civile.....p98
- décret n°02-556/P-RM** portant nomination du Directeur Général de la Gendarmerie Nationale.....p99
- décret n°02-557/P-RM** portant nomination du Directeur Général Adjoint de la Gendarmerie Nationale.....p99
- décret n°02-558/P-RM** portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile.....p100
- 09 déc. 2002-décret n°02-559/P-RM** portant nomination du Directeur Administratif et Financier du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées.....p100
- décret n°02-560/P-RM** portant abrogation de nominations au cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.....p101
- décret n°02-561/P-RM** portant nominations au cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille....p101
- décret n°02-562/P-RM** portant nominations au cabinet du Ministre délégué à la Sécurité Alimentaire.....p102
- décret n°02-563/P-RM** portant nominations au cabinet du Ministre délégué à la promotion des Investissements et du Secteur Prive.....p103
- décret n°02-564/P-RM** portant nomination du Directeur Général du Centre National de Promotion des Investissements.....p103
- 16 déc. 2002-décret n°02-565/P-RM** portant création du conseil interministériel d'information géographique et du comite national d'information géographique.....p104
- décret n°02-566/P-RM** portant approbation de l'avenant n°1 au marché relatif aux travaux de construction de la première tranche de la cité administrative.....p106
- décret n°02-567/P-RM** portant approbation du marché relatif à l'exécution des travaux du canal de M'béwani et du drain de Massala à l'Office du Niger.....p107
- décret n°02-568/P-RM** portant approbation du marché relatif à la fourniture et à l'installation de matériels et équipements informatiques pour l'émission de visas et de passeports.....p107
- décret n° 02-569/P-RM** portant approbation du marché relatif à l'extension du réseau G.S.Mde Malitel de 50.000 à 70.000 abonnés.....p108
- 16 déc. 2002-décret n°02-570/P-RM** portant nomination des membres de la délégation spéciale de la Commune rurale de Fatoma.....p108
- décret n°02-571/P-RM** portant nomination des membres du conseil d'administration du Laboratoire Central Vétérinaire.....p109

**16 déc. 2002-décret n°02-572/P-RM** portant nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société des Télécommunications du Mali.....p110

**décret n°02-573/P-RM** portant abrogation partielle du décret n°00-107/P-RM du 22 mars 2000 portant nominations au Ministère de la Santé.....p110

**décret n°02-574/P-RM** portant abrogation partielle du décret n°01-450/P-RM du 24 septembre 2001 portant nomination des membres de la commission de régulation de l'électricité et de l'eau.....p111

**décret n°02-575/P-RM** portant nomination de contrôleurs des services publics.....p111

**décret n°02-576/P-RM** portant nominations au Ministère de la Santé.....p112

**décret n°02-577/P-RM** portant nominations au cabinet du Ministre de la Défense et des Anciens Combattants.....p113

**décret n°02-578/P-RM** portant nomination d'un Chargé de Mission au cabinet du Ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information.....p113

**décret n°02-579/P-RM** portant nomination du Directeur du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision.....p114

**décret n°02-580/P-RM** portant nominations au cabinet du Ministre délégué à la Reforme de l'Etat et aux Relations avec les Institutions.....p114

**20 déc. 2002-décret n°02-581/P-RM** portant convocation de l'Assemblée Nationale en session extraordinaire.....p115

**decret n°02-582/P-RM** portant ratification de l'accord de prêt, signé à Abidjan, le 18 novembre 2002 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement, relatif au Programme d'Ajustement Structurel (PAS III).....p115

**décret n°02-583/P-RM** fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.....p116

**Annonces et communications** .....p118

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°02-536/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002 PORTANT REGLEMENTATION DE LA COLLECTE, DE LA TRANSFORMATION ET DE LA COMMERCIALISATION DE L'OR ET DES AUTRES SUBSTANCES PRECIEUSES OU FOSSILES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Règlement N°09-98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;

Vu l'Ordonnance N°06/CMLN du 27 février 1970 portant adoption du Code Général des Impôts et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi N°92-002 du 27 août 1992 portant code de commerce en République du Mali, modifiée par la Loi N°01-042 du 07 juin 2001 ;

Vu l'Ordonnance N°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant code minier en République du Mali, modifiée par l'Ordonnance N°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu la Loi N°01-075 du 18 juillet 2001 portant code des douanes ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**TITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent décret régleme la collecte, la transformation et la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles importés ou produits sur le territoire national par les orpailleurs ou tout autre exploitant artisan.

**ARTICLE 2** : Les autres substances précieuses ou fossiles comprennent : les métaux précieux, les pierres précieuses, les pierres fines et les substances fossiles autres que les hydrocarbures.

**ARTICLE 3** : La collecte, la transformation et la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles sont exercées par :

- les collecteurs d'or et d'autres substances précieuses ou fossiles ;
- les comptoirs d'achat et d'exportation ;
- les exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

## **TITRE II : DES DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **CHAPITRE I : DES COLLECTEURS**

**ARTICLE 4** : Est considérée comme collecteur d'or et d'autres substances précieuses ou fossiles, toute personne physique ou morale qui, agissant pour son propre compte, achète de l'or et d'autres substances précieuses ou fossiles, en vue de les revendre sur le marché national.

**ARTICLE 5** : Pour être collecteur d'or et d'autres substances précieuses ou fossiles, il faut être de nationalité malienne ou ressortissant de pays accordant la réciprocité aux maliens et détenir une carte professionnelle.

### **CHAPITRE II : DES COMPTOIRS D'ACHAT ET D'EXPORTATION**

**ARTICLE 6** : Est considérée comme comptoir d'achat et d'exportation, toute personne physique ou morale qui achète de l'or, le transforme en lingot titré, ou les substances précieuses ou fossiles en vue de les exporter.

**ARTICLE 7** : Pour être comptoir d'achat et d'exportation, la personne physique ou morale visée à l'article 6 doit avoir une autorisation délivrée par arrêté du ministre chargé du Commerce.

**ARTICLE 8** : En vue de la transformation, du titrage, du triage des produits à exporter, les comptoirs d'achat et d'exportation doivent se doter, un an au plus tard après la délivrance de l'agrément du ministre chargé du Commerce :

- d'installations permettant de réaliser le traitement chimique et mécanique de l'or, des grains de pépites, ainsi que leur première fusion pour les transformer en lingots ;

- d'équipements pour effectuer les opérations de triage et de titrage pour le diamant et de triage pour les autres substances précieuses ou fossiles.

Ces installations et équipements doivent faire l'objet de certificat d'habilitation technique délivré par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ; à défaut l'autorisation sera suspendue.

**ARTICLE 9** : Les comptoirs d'achat et d'exportation peuvent exporter les bijoux et objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

### **CHAPITRE III : DES EXPORTATEURS DE BIJOUX ET D'OBJETS D'ART EN OR OU EN D'AUTRES SUBSTANCES PRECIEUSES OU FOSSILES**

**ARTICLE 10** : Est considérée comme exportateur de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles, toute personne physique ou morale qui les fabrique ou les achète en vue de les exporter.

**ARTICLE 11** : Pour être exportateur de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles, il faut être titulaire d'une autorisation délivrée par arrêté du ministre chargé du Commerce.

**ARTICLE 12** : Les fabricants de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles régulièrement inscrits au registre du commerce et du crédit mobilier ou au registre des métiers, ayant un numéro d'identification fiscale peuvent exporter leurs productions sans satisfaire aux conditions de l'article 11 ci-dessus.

**ARTICLE 13** : Est défini comme bijou, un objet de parure d'une composition régulière avec finition particulièrement soignée.

Est considéré comme objet d'art, tout ouvrage de conception orfèvrée et les bibelots de bijouterie.

Les plaquettes, ébauches, grenailles de même que les vieilles œuvres ne peuvent être considérées comme bijoux ou objets d'art.

### **CHAPITRE IV : DE LA TRANSFORMATION ET DES CONDITIONS D'EXPORTATION.**

**ARTICLE 14** : L'or à l'exportation doit avoir fait l'objet de traitement chimique et mécanique pour être présenté sous forme de lingot titré.

**ARTICLE 15** : La levée de toute intention d'exportation d'or, ou de diamant est conditionnée à la présentation d'une attestation de titrage du produit à exporter.

En cas de besoin, les services économiques peuvent demander, aux frais de l'opérateur, un contrôle dudit titrage par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou d'une autre personne physique ou morale agréée à cet effet.

**ARTICLE 16** : L'exportation des substances précieuses ou fossiles autres que l'or est conditionnée à un triage préalable des substances.

L'expertise de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ou de toute autre personne physique ou morale agréée à cet effet peut être requise en cas de nécessité par les services économiques aux frais de l'opérateur.

Toutefois, pour certains cas spécifiques et pour les besoins d'étude ou d'analyse, une autorisation est délivrée par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines en vue de l'exportation à l'état brut.

L'expertise porte sur la qualité et la quantité et se traduit par la délivrance d'un certificat.

**ARTICLE 17 :** Les bijoux et les objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles à l'exportation doivent être présentés en produits finis titrés et comportant la marque de garantie de l'Etat.

**ARTICLE 18 :** La levée de toute intention d'exportation de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles est conditionnée à la présentation d'une attestation de titrage du produit et d'un certificat de reconnaissance de bijoux ou d'objets d'art délivrés par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 19 :** Toute exportation d'or, de bijoux et d'objets d'art en or est subordonnée à l'autorisation préalable du ministre chargé des Finances ou de son représentant.

**ARTICLE 20 :** L'exportation d'or brut ou façonné et des autres substances précieuses ou fossiles à titre d'échantillon ou de spécimen n'est pas soumise à l'autorisation préalable dans la limite des poids ci-après :

- 100 grammes pour les matières d'or ;
- 50 grammes pour les métaux de la mine du platine ;
- 500 grammes pour l'argent ;
- 5 carats pour le diamant ;
- 125 carats pour les autres pierres précieuses ;
- 500 carats pour les pierres fines.

**ARTICLE 21 :** N'est également pas soumise à l'autorisation préalable, l'exportation par les voyageurs, d'objets en or dans la limite d'un poids maximum de cinq cents (500) grammes.

**ARTICLE 22 :** Les valeurs de référence pour la taxation à l'exportation des substances précieuses sont déterminées périodiquement par un comité paritaire comprenant des représentants de l'Etat et ceux des opérateurs économiques concernés.

Un arrêté conjoint des ministres chargés du Commerce, des Mines et des Finances détermine la composition de ce Comité.

### **TITRE III : DES DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**ARTICLE 23 :** Les collecteurs, les comptoirs d'achat et d'exportation, les exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles doivent se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 24 :** Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées et réprimées conformément à la législation en vigueur.

**ARTICLE 25 :** Un arrêté conjoint des ministres chargés du Commerce, des Mines et des Finances fixe les conditions d'agrément et d'exercice des collecteurs, des comptoirs d'achat et d'exportation, et des exportateurs de bijoux et d'objets d'art en or ou en d'autres substances précieuses ou fossiles.

**ARTICLE 26 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°96-214/P-RM du 16 août 1996 portant réglementation de la collecte, de la transformation et de la commercialisation de l'or et des autres substances précieuses ou fossiles.

**ARTICLE 27 :** Le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre des Domaines de l'Etat,  
des Affaires Foncières et de l'Habitat,  
Ministre de l'Industrie et du  
Commerce par intérim,  
Boubacar Sidiki TOURE**

**Le ministre des Mines, de  
l'Energie et de l'Eau,  
Hamed Diane SEMEGA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

-----  
**DECRET N°02-537/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002  
FIXANT LA REPARTITION DE L'AIDE FINAN-  
CIERE DE L'ETAT AUX PARTIS POLITIQUES AU  
TITRE L'ANNEE 2002.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°00-045 du 07 juillet 2000 portant charte des partis politiques ;

Vu la Loi N°00-058 du 30 août 2000 portant loi électorale, modifiée par la Loi N°01-065 du 13 juillet 2001 ;  
Vu le Décret N°00-620/P-RM du 14 décembre 2000 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Délégation Générale aux Elections ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le mandat de délégation N°1477/DNB du 09 avril 2002 relatif au crédit destiné au financement public des partis politiques ;

Vu la situation de dépôt des bilans financiers des partis politiques fournie par la Cour Suprême ;

**STATUANT EN CONSEIL DE MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le montant de l'aide attribuée aux partis politiques en vertu de l'article 32 de la Loi N°00-045 du 07 juillet 2000 susvisée, au titre de l'exercice 2002, est fixé à cinq cent soixante cinq millions trois cent dix mille quatre cent vingt sept (565.310.427) francs CFA.

**ARTICLE 2 :** La somme à laquelle ont droit les partis politiques éligibles à l'aide, à la suite de l'examen du dossier de financement, s'élève à cinq cent cinquante quatre millions six cent soixante neuf mille trois cent vingt huit (554. 669.328) francs CFA répartis conformément au tableau annexé au présent décret.

**ARTICLE 3 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bassary TOURE**

**Le ministre de l'Administration**

**Territoriale et des Collectivités Locales,**

**Kafougouna KONE**

-----

**ANNEXE AU DECRET N°02-537/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002 FIXANT LA REPARTITION DE L'AIDE FINANCIERE DE L'ETAT AUX PARTIS POLITIQUES AU TITRE L'ANNEE 2002 (EN FRANCS CFA).**

Partis Politiques	Nombre de députés et d'élus communaux		Quote-part des 20%	Quote – part au prorata des Députés obtenus le jour du scrutin	Quote – part au prorata des conseillers obtenus le jour du scrutin	Montant de l'aide attribuée en francs CFA
	Assemblée Nationale	Communes				
Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA PASJ)	53	6316	2.261.241	81.527.727	141.137.336	224.926.304
Rassemblement pour le Mali (RPM)	46	0	2.261.241	70.759.914	0	73.021.155
Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID Faso Yiriwa Ton)	13	21	2.261.241	19.997.367	469.266	22.727.874



Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA)	2	1.088	2.261.241	3.076.518	24.312448	29.650.207
Convention Sociale Démocrate (CDS)	4	204	2.261.241	6.153.036	4.558.584	12.972.861
Parti pour la Démocratie et le Renouveau (PDR)	1	148	2.261.241	1.538.259	3.307.208	7.106.708
Rassemblement Malien pour le Travail (RAMAT)	2	25	2.261.241	3.076.518	558.650	5.896.409
Mouvement Africain pour la Démocratie et l'Intégration (MADI)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Rassemblement Malien pour le Changement(RMC)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Concertation Démocratique (CD)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Union pour la Démocratie et le Développement (UDD)	1	584	2.261.241	1.538.259	13.050.064	16.849.564
Parti du Renouveau Démocratique et du Travail (PRDT)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti Malien pour le Développement et le Renouveau (PMDR)	0	165	2.261.241	0	3.687.090	5.948.331
Rassemblement National pour la Démocratie (RND)	2	148	2.261.241	3.076.518	3.307.208	8.644.967
Bloc pour la Démocratie et l'Intégration Africaine (BDIA Faso - Jigi)	3	293	2.261.241	4.614.777	6.547.378	13.423.396
Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès (RDP)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Rassemblement pour la Démocratie et le Travail (RDT)	1	55	2.261.241	1.538.259	1.229.030	5.028.530
Mouvement Populaire pour la Lutte Ouvrière (MPLO)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti pour la Démocratie et le Développement (PDD Faso Kanu)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti Ecologiste pour l'Intégration (PEI)	0	12	2.261.241	0	268.152	2.529.393
Union des Forces Démocratiques (UFD)	0	40	2.261.241	0	893.840	3.155.081
Parti d' Alliance pour la Renaissance, l'Intégration et la Solidarité Africaine (PARISA)	0	7	2.261.241	0	156.422	2.417.663
Convention Nationale pour la Démocratie (CND)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Union des Forces Démocratiques pour le Progrès (UFDP)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti Socialiste pour le Renouveau (PSR)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Mouvement pour l'Indépendance, la Renaissance et l'Intégration Africaine (MIRIA)	0	1	2.261.241	0	22.346	2.283.587

Mouvement pour la Démocratie et le Développement (MDD)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti pour l'Unité, la Démocratie et le Progrès (PUDP)	0	58	2.261.241	0	1.296.068	3.557.309
Rassemblement Des Républicains (RDR)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti Africain pour le Renouveau et l'Intégration (PARI)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti de l'Indépendance, de la Démocratie et de la Solidarité (PIDS)	1	0	2.261.241	1.538.259	0	3.799.500
Bloc des Alternatives pour le Renouveau Africain (BARA)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Front Africain pour la Mobilisation et l'Alternance (FAMA)	0	11	2.261.241	0	245.806	2.507.047
Alliance pour le Développement Economique et Social (ADES)	0	6	2.261.241	0	134.076	2.395.317
Parti pour la Démocratie et la Justice (PDJ)	1	11	2.261.241	1.538.259	245.806	4.045.306
Rassemblement pour la Justice et le Progrès (RJP)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Mouvement des Citoyens Cercle des Démocrates Républicains (MC CDR)	0	124	2.261.241	0	2.770.904	5.032.145
Parti pour la Démocratie et le Progrès (PDP)	0	100	2.261.241	0	2.234.600	4.495.841
Parti pour la Démocratie et l'Autosuffisance (PDA)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti pour le Développement et le Social (PDS)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti pour la Solidarité et le Progrès (PSP)	0	103	2.261.241	0	2.301.638	4.562879
Parti Malien pour le Progrès Social (PMPS)	0	32	2.261.241	0	715.072	2.976.313
Convention Nationale pour la Démocratie et le Renouveau (CNDR)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Convention Parti du Peuple (COPP)	0	99	2.261.241	0	2.212.254	4.473.495
Mouvement des Populations Libres Unies et Solidaires (MPlus Ramata)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti Populaire pour le Progrès (PPP Jama Jigi)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Union Soudanaise – Rassemblement Démocratique Africain (US- RDA)	1	432	2.261.241	1.538.259	9.653.472	13.452.972



Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR)	4	0	2.261.241	6.153.036	0	8.414.277
Mouvement Populaire pour le Développement et la République Unie de l'AO (MPDRUAO)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
Parti pour la Démocratie et le Travail (PDT)	0	0	2.261.241	0	0	2.261.241
<b>TOTAL</b>	<b>135</b>	<b>10.083</b>	<b>113.062.050</b>	<b>207.664.965</b>	<b>225.314.718</b>	<b>546.041.733</b>

-----

**DECRET N°02-538/P-RM DU 03 DECEMBRE 2003  
AUTORISANT LA CESSION DE PARCELLES DE  
TERRAIN A TITRE DE COMPENSATION A DES  
ETATS ETRANGERS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu les Conventions d'octroi réciproque de parcelles de terrains par compensation entre la République du Mali et la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste, le Burkina Faso et la République de Côte d'Ivoire ;

Vu l'Ordonnance N°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant Code Domanial et Foncier, modifiée et ratifiée par la Loi N°02-008 du 12 février 2002 ;

Vu le Décret N°01-040/P-RM du 02 février 2001 déterminant les formes et conditions d'attribution des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

Vu le mandat du 30 mars 1994 entre le ministre des Finances et du Commerce et l'Agence de Cessions Immobilières (ACI) relatif à la vente des parcelles issues du reste des titres fonciers N°1071 et 1339 du District de Bamako ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est autorisée la cession gratuite de parcelles de terrain à titre de compensation réciproque pour les besoins des représentations diplomatiques des Etats ci-après :

- La Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire Socialiste : la parcelle N°2490 du lotissement ACI 2000, d'une superficie de 1ha 41a 81ca, objet du Titre Foncier N°19329 du Livre Foncier du District de Bamako ;

- Le Burkina Faso : la parcelle N°2485 du lotissement ACI 2000, d'une superficie de 53a 08ca, objet du Titre Foncier N°19324 du Livre Foncier du District de Bamako ;

- La République de Côte d'Ivoire : la parcelle N°2486 du lotissement ACI 2000, d'une superficie de 53a 07ca, objet du Titre Foncier N°19325 du livre Foncier du District de Bamako.

**ARTICLE 2 :** Au vu d'une ampliation du présent décret, le Chef du Bureau des Domaines et du Cadastre du District de Bamako procédera à la mutation desdits Titres Fonciers au profit des différents pays bénéficiaires.

**ARTICLE 3 :** Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de l'Habitat, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**  
**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre délégué aux Maliens de l'Extérieur  
et à l'Intégration Africaine, Ministère des Affaires  
Etrangères et de la Coopération Internationale  
par intérim,**  
**Oumar Hamadoun DICKO**

**Le ministre des Domaines de l'Etat,  
des Affaires Foncières et de l'Habitat,**  
**Boubacar Sidiki TOURE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-539/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET  
DU MINISTRE DE L'ARTISANAT ET DU TOU-  
RISME.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fon-  
damentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et  
du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les  
règles générales d'organisation et de fonctionnement des  
cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les  
conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux  
fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs  
subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Madame **MAIGA Sina DAMBA**, Juriste,  
est nommée **Chef de Cabinet** du Ministre de l'Artisanat et  
du Tourisme.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispo-  
sitions antérieures contraires, sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Artisanat  
et du Tourisme,**  
**N'Diaye BAH**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-540/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DE L'ATTACHE DE CA-  
BINET DU MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DES  
TRANSPORTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fon-  
damentaux de la création, de

l'organisation, de la gestion et du contrôle des services  
publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les  
règles générales d'organisation et de fonctionnement des  
cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les  
conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux  
fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs  
subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Maréchal de Logis Chef **Moussayad  
AG ZOUNOU** est nommé **Attaché de Cabinet** du Minis-  
tre de l'Equipelement et des Transports.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispo-  
sitions antérieures contraires, sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Equipelement  
et des Transports,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-541/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DE PREFETS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°99-035 du 10 août 1999 portant création des collectivités territoriales de Cercles et de Régions ;

Vu le Décret N°95-210/P-RM du 30 mai 1995 déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales, modifié par le Décret N°01-555/P-RM du 20 novembre 2001;

Vu le Décret N°01-557/P-RM du 20 novembre 2001 fixant les taux des indemnités allouées aux représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés Préfets dans les collectivités territoriales ci-après :

**1. REGION DE KAYES :**

**CERCLE DE KITA :**

- Monsieur Ibrahima Hama TRAORE, N°Mle 449-14-R, Administrateur Civil de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon.

**2. REGION DE KOULIKORO :**

**CERCLE DE KOULIKORO :**

- Monsieur Mamoutou Balla DEMBELE, N°Mle 434-12-N, Administrateur Civil de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon.

**3. REGION DE SIKASSO :**

**A- CERCLE DE BOUGOUNI :**

- Monsieur Sankoun TOURE, N°Mle 449-19-X, Administrateur Civil de 2<sup>ème</sup> classe, 4<sup>ème</sup> échelon.

**B- CERCLE DE KOLONDIÉBA :**

- Monsieur Ouénégué DIARRA, N°Mle 397-73-H, Administrateur Civil de 1<sup>ère</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon.

**C- CERCLE DE SIKASSO :**

- Monsieur Seydou Kalifa TRAORE, N°Mle 430-26-E, Administrateur Civil de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon.

**4. REGION DE MOPTI :**

**CERCLE DE KORO :**

- Capitaine Karo KONE.

**5. REGION DE GAO :**

**CERCLE DE BOUREM :**

- Monsieur Yéro TRAORE, N°Mle 735-43-J, Administrateur Civil de 2<sup>ème</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Administration Territoriale  
et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-542/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU  
MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'EAU.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau en qualité de :

**I- CHARGE DE MISSION :**

- Monsieur Habib SISSOKO, diplômé en dessin bâtiment.

**II- ATTACHE DE CABINET :**

- Monsieur Boubacar SANOGO, comptable.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre des Mines, de**

**l'Energie et de l'Eau,**

**Hamed Diane SEMEGA**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-543/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL  
DU MINISTERE DE LA SECURITE INTE-  
RIEURE ET DE LA PROTECTION CIVILE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Anatole SANGARE**, Contrôleur Général de Police, est nommé Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure**

**et de la Protection Civile,**

**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-544/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL  
DE LA POLICE NATIONALE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°93-018 du 16 février 1993 portant Statut Général des fonctionnaires de la Police, modifiée par la Loi N°94-008 du 22 mars 1994 ;

Vu la Loi N°93-019 du 13 mai 1993 portant création de la Direction Générale de la Police Nationale ;

Vu le Décret N°94-145/P-RM du 1<sup>er</sup> avril 1994 portant Statut Particulier du Cadre de la Police ;

Vu le Décret N°01-246/P-RM du 07 juin 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Générale de la Police Nationale ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et les modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Mahamadou DIAGOURAGA**, Contrôleur Général de Police, est nommé **Directeur Général de la Police Nationale**.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure**  
**et de la Protection Civile,**  
**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-545/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL**  
**ADJOINT DE LA POLICE NATIONALE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°93-018 du 16 février 1993 portant Statut Général des fonctionnaires de la Police, modifiée par la Loi N°94-008 du 22 mars 1994 ;

Vu la Loi N°93-019 du 13 mai 1993 portant création de la Direction Générale de la Police Nationale ;

Vu le Décret N°94-145/P-RM du 1<sup>er</sup> avril 1994 portant Statut Particulier du Cadre de la Police ;

Vu le Décret N°01-246/P-RM du 07 juin 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Générale de la Police Nationale ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et les modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Alioune Badra DIAMOUTENE**, Contrôleur Général de Police, est nommé **Directeur Général Adjoint de la Police Nationale**.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure**  
**et de la Protection Civile,**  
**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-546/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET**  
**DU MINISTRE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE**  
**LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGEES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Djibril SISSOKO**, Gestionnaire, est nommé **Chef de Cabinet** du Ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées,**  
**Mme N'DIAYE Fatoumata COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-547/P-RM DU 03 DECEMBRE 2002 PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU MINISTRE DELEGUE AUX TRANSPORTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°02-504/P-RM du 07 novembre 2002 déterminant les services publics mis à la disposition des ministres délégués pour l'exercice de leurs attributions ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre délégué aux Transports en qualité de :

**I- CHEF DE CABINET :**

Monsieur Abdoulaye Chaba SANGARE, N°Mle 736-97-W, Inspecteur des Impôts.

**II- CHARGE DE MISSION :**

Monsieur Bréhima DIABAKATE, N°Mle 726-79-A, Professeur de l'Enseignement Secondaire.

**III- ATTACHE DE CABINET :**

Monsieur Paul Ismaël BORO, N°Mle 995-74-V, Maître.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 03 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Equipement et des Transports,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le ministre de l'Equipement et des Transports,**  
**Ministre délégué aux Transports par intérim,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-548/P-RM DU 04 DECEMBRE 2002 AUTORISANT LE PREMIER MINISTRE A PRESIDER LE CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 04 DECEMBRE 2002.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°02-340/P-RM du 09 juin 2002 portant nomination du Premier ministre ;

**DECRETE :**



**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le Premier ministre, Monsieur Ahmed Mohamed AG HAMANI, est autorisé à présider le Conseil des Ministres du mercredi 04 décembre 2002 sur l'ordre du jour suivant :

**LEGISLATION :**

**I- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES :**

1°) Projet de loi portant règlement général du budget d'Etat 2001.

2°) Projet de décret portant approbation du marché relatif à l'exécution des travaux du canal principal de M'Béwani et du drain de Massala à l'Office du Niger.

3°) Projet de décret portant approbation du marché relatif à la fourniture et à l'installation de matériels et équipements informatiques pour l'émission de visas et de passeports.

4°) Projet de décret portant approbation de l'avenant n°1 au marché relatif aux travaux de construction de la 1<sup>ère</sup> tranche de la Cité Administrative.

5°) Projet de décret portant approbation du marché relatif à l'extension du réseau GSM de MALITEL de 50 000 à 70 000 abonnés.

**II- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE :**

6°) Projets de textes relatifs à l'adhésion de la République du Mali à la Convention FAL visant à faciliter le trafic maritime international, signée le 09 avril 1965 à Londres.

7°) Projets de textes relatifs à l'adhésion de la République du Mali à la Convention Internationale relative à l'admission temporaire de certaines marchandises, dite " Convention d'Istanbul ", signée à Istanbul (Turquie) le 26 juin 1990.

**B- MESURES INDIVIDUELLES :**

**C- COMMUNICATIONS ECRITES :**

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 4 décembre 2002**  
**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

-----  
**DECRET N°02-549/P-RM DU 05 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT DISSOLUTION DU CONSEIL COMMUNAL DE LA COMMUNE RURALE DE FATOMA.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi N°95-034 du 12 février 1995 portant code des collectivités territoriales en République du Mali et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi N°96-059 du 04 novembre 1996 portant création de communes ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le Conseil Communal de la Commune Rurale de Fatoma (Cercle de Mopti) est dissous.

Cette dissolution est motivée par la démission de huit (8) membres dudit Conseil, rendant ainsi impossible son fonctionnement régulier.

**ARTICLE 2** : Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**  
**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**  
**Le ministre de l'Administration**  
**Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**  
**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----  
**DECRET N°02-550/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE**  
**L'ECONOMIE ET DES FINANCES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

##### DECRETE :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont nommés au Ministère de l'Economie et des Finances en qualité de :

##### 1. SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE :

Monsieur Bangaly N° Ko TRAORE, N°Mle 483-52-J, Inspecteur des Services Economiques.

##### 2. CHEF DE CABINET :

Monsieur Mamadou Hamet CISSE, N°Mle 287-72-G, Administrateur Civil.

**ARTICLE 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-551/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION D'UN INSPECTEUR A  
L'INSPECTION DES FINANCES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-059/P-RM du 28 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Finances, ratifiée par la Loi N°01-009 du 28 mai 2001 ;

Vu le Décret N°01-076/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Finances ;

Vu le Décret N°01-127/P-RM du 09 mars 2001 déterminant le cadre organique de l'Inspection des Finances ;

Vu le Décret N°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle Général des Services Publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

##### DECRETE :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **Souleymane KONE**, N°Mle 325-56-N, Inspecteur du Trésor, est nommé **Inspecteur à l'Inspection des Finances**.

**ARTICLE 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-552/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR ADMI-  
NISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE DE  
L'ARTISANAT ET DU TOURISME.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°88-047/AN-RM du 05 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Madame **Maïmouna DIALLO**, N°Mle 435-88-A, Inspecteur des Finances, est nommée **Directeur Administratif et Financier** du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Artisanat**  
**et du Tourisme,**  
**N'Diaye BAH**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-553/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE**  
**L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PE-**  
**CHE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche en qualité de :

#### **1. SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE :**

Monsieur Zana SANOGO, N°Mle 291-85-X, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie Rural.

#### **2. CHEF DE CABINET :**

Monsieur Seydou DIAKITE, N°Mle 368-40-W, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage.

#### **3. CONSEILLERS TECHNIQUES :**

- Monsieur Seydou COULIBALY, N°Mle 345-32-L, Ingénieur des Eaux et Forêts ;

- Monsieur Gaoussou COULIBALY, N°Mle 791-77-Y, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie Rural ;

- Monsieur Bakary Sékou COULIBALY, N°Mle 368-07-H, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage ;

- Madame TOGORA Fadima WALET ABDOULAYE, N°Mle 937-86-H, Administrateur Civil.

#### **4. CHARGE DE MISSION :**

Monsieur Yaya DIARRA, Journaliste.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre délégué à la Sécurité  
Alimentaire,  
Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage  
et de la Pêche par intérim,  
Oumar Ibrahima TOURE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-554/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE LA  
SECURITE INTERIEURE ET DE LA PROTECTION  
CIVILE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile en qualité de :

**1. CONSEILLER TECHNIQUE :**

Monsieur Yahaya SANGARE, Contrôleur Général de Police.

**2. CHARGE DE MISSION :**

Capitaine de Gendarmerie Guishma AG HAKAILY.

**3. ATTACHE DE CABINET :**

Adjudant-Chef de Gendarmerie Ousmane BALAM.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure  
et de la Protection Civile,  
Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-555/ P-RM DU 09 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION D'UN INSPECTEUR A  
L'INSPECTION DES SERVICES DE SECURITE ET  
DE PROTECTION CIVILE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-055/P-RM du 27 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Services de Sécurité et de Protection Civile, ratifiée par la Loi N°01-031 du 01 juin 2001 ;

Vu le Décret N°01-071/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Services de Sécurité et de la Protection Civile ;

Vu le Décret N°01-122/P-RM du 09 mars 2001 déterminant le cadre organique de l'Inspection des Services de Sécurité et de la Protection Civile ;

Vu le Décret N°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle Général des Services Publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Colonel de Gendarmerie **Boubacar AW** est nommé Inspecteur à l'Inspection des Services de Sécurité et de Protection Civile .

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure**  
**et de la Protection Civile,**  
**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----  
**DECRET N°02-556/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL**  
**DE LA GENDARMERIE NATIONALE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°99-045/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant organisation générale de la défense nationale, ratifiée par la Loi N°99-050 du 28 décembre 1999 ;

Vu l'Ordonnance N°99-049/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant création de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale, ratifiée par la Loi N°99-057 du 28 décembre 1999 ;

Vu le Décret N°99-369/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Colonel de Gendarmerie **Yaya OUATTARA** est nommé **Directeur Général** de la Gendarmerie Nationale.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure**  
**et de la Protection Civile,**  
**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----  
**DECRET N°02-557/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL**  
**ADJOINT DE LA GENDARMERIE NATIONALE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°99-045/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant organisation générale de la défense nationale, ratifiée par la Loi N°99-050 du 28 décembre 1999 ;

Vu l'Ordonnance N°99-049/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant création de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale, ratifiée par la Loi N°99-057 du 28 décembre 1999 ;

Vu le Décret N°99-369/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;



**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Colonel de Gendarmerie **Sadio KEITA** est nommé **Directeur Général Adjoint** de la Gendarmerie Nationale.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure**  
**et de la Protection Civile,**  
**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----  
**DECRET N°02-558/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR ADMINISTRATION ET FINANCIER DU MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE ET DE LA PROTECTION CIVILE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°88-047/AN-RM du 05 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Ali BA**, N°Mle 241-49-F, Inspecteur des Impôts, est nommé **Directeur Administratif et Financier** du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure**  
**et de la Protection Civile,**  
**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----  
**DECRET N°02-559/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR ADMINISTRATION ET FINANCIER DU MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA SOLIDARITE ET DES PERSONNES AGEES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°88-047/AN-RM du 05 avril 1988 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre 1989 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**



**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **N'Faly KANOUTE**, N°Mle 729-75-W, Inspecteur des Finances, est nommé **Directeur Administratif et Financier** du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées.

**ARTICLE 2** : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre du Développement Social,**  
**de la Solidarité et des Personnes Agées,**  
**Mme N'DIAYE Fatoumata COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-560/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT ABROGATION DE NOMINATIONS AU**  
**CABINET DU MINISTRE DE LA PROMOTION DE**  
**LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°97-322/P-RM du 03 novembre 1997 portant nominations au Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont et demeurent abrogées les dispositions des décrets suivants :

- Décret N°01-056/P-RM du 08 février 2001 portant nomination de Madame DIALLO M'Bodji SENE en qualité de Chef de Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

- Décret N°97-362/P-RM du 28 novembre 1997 portant nomination de Madame Maïmouna DIARRA en qualité de Chargé de Mission au Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;

- Décret N°97-322/P-RM du 03 novembre 1997 susvisé en ce qui concerne la nomination de Madame CAMARA Fata Gorko Mondo MAIGA en qualité de Chargé de Mission au Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,**  
**de l'Enfant et de la Famille,**  
**Madame BERTHE Aïssata BENGALY**

-----

**DECRET N°02-561/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU MI-**  
**NISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE**  
**L'ENFANT ET DE LA FAMILLE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille en qualité de :

**CHEF DE CABINET :**

Madame Kadidia DIARRA, N°Mle 489-26-E, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage.

**CHARGE DE MISSION :**

Monsieur Djigui SIDIBE, Communicateur.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille,  
Madame BERTHE Aïssata BENGALY**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-562/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU MI-  
NISTRE DELEGUE A LA SECURITE ALIMEN-  
TAIRE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°02-504/P-RM du 07 novembre 2002 déterminant les services publics mis à la disposition des ministres délégués pour l'exercice de leurs attributions ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre délégué à la Sécurité Alimentaire en qualité de :

**I- CONSEILLERS TECHNIQUES :**

- Monsieur Yacouba SAMAKE, N°Mle 384-42-Y, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage ;

- Monsieur Oumar DEMBELE, N°Mle 365-99-M, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie Rural ;

**II- CHARGES DE MISSION :**

- Monsieur Mamadou KANE, N°Mle 483-26-E, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage ;

- Monsieur Kassim SIDIBE, N°Mle 383-32-L, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie Rural.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre délégué à la Sécurité  
Alimentaire,  
Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage  
et de la Pêche par intérim,  
Oumar Ibrahima TOURE**

**Le ministre délégué à la Sécurité  
Alimentaire,  
Oumar Ibrahima TOURE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

**DECRET N°02-563/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU MI-  
NISTRE DELEGUE A LA PROMOTION DES INVES-  
TISSEMENTS ET DU SECTEUR PRIVE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fon-  
damentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et  
du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°02-504/P-RM du 07 novembre 2002 déter-  
minant les services publics mis à la disposition des minist-  
tres délégués pour l'exercice de leurs attributions ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les  
conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux  
fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs  
subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 portant  
nomination des membres du Gouvernement, modifié par le  
Décret N°02-505/P-RM du 11 novembre 2002 ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre dé-  
légué à la Promotion des Investissements et du Secteur Privé  
en qualité de :

**I- CONSEILLER TECHNIQUE :**

Monsieur Mohamed SIMPARA, N°Mle 243-16-T, Ingé-  
nieur de la Statistique.

**II- CHARGE DE MISSION :**

Monsieur Ahmadou Nadim SY, Informaticien.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié  
au Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**  
**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**Le ministre délégué à la Promotion des**  
**Investissements et du Secteur Privé,**  
**Ousmane THIAM**

**DECRET N°02-564/P-RM DU 09 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENE-  
RAL DU CENTRE NATIONAL DE PROMOTION  
DES INVESTISSEMENTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 portant  
principes fondamentaux de la création, de l'organisation et  
du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère  
Administratif ;

Vu la Loi N°96-067 du 03 décembre 1996 portant création  
du Centre National de Promotion des Investissements, mo-  
difiée par l'Ordonnance N°02-028/P-RM du 28 février  
2002 ;

Vu le Décret N°97-008/P-RM du 15 janvier 1997 fixant  
l'organisation et les modalités de fonctionnement du Cen-  
tre National de Promotion des Investissements ;

Vu le Décret N°02-504/P-RM du 07 novembre 2002 déter-  
minant les services publics mis à la disposition des minist-  
tres délégués pour l'exercice de leurs attributions ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les  
conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux  
fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs  
subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Oumar DIA**, N°Mle 316-85-  
X, Ingénieur des Constructions Civiles, est nommé  **Direc-  
teur Général** du Centre National de Promotion des Inves-  
tissements.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispo-  
sitions antérieures contraires, sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 9 décembre 2002**  
**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**Le ministre délégué à la Promotion des**  
**Investissements et du Secteur Privé,**  
**Ousmane THIAM**

**DECRET N°02-565/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002 PORTANT CREATION DU CONSEIL INTERMINISTERIEL D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET DU COMITE NATIONAL D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-009/P-RM du 10 février 2000 portant création de l'Institut Géographique du Mali, ratifiée par la Loi N°00-033 du 07 juillet 2000 ;

Vu le Décret N°00-085/P-RM du 13 mars 2000 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Institut Géographique du Mali, modifié par le Décret N°00-360/P-RM du 27 juillet 2000 ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**CHAPITRE I : DU CONSEIL INTERMINISTERIEL D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Il est créé auprès du Premier ministre un organe consultatif dénommé Conseil Interministériel d'Information Géographique.

**ARTICLE 2 :** Le Conseil Interministériel d'Information Géographique a pour mission de définir les orientations et de suivre la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'information géographique.

A ce titre, il chargé de :

- promouvoir et faciliter l'établissement et la mise à jour de l'information géographique ainsi que sa meilleure exploitation ;

- définir les données géographiques indispensables à la mise en œuvre des programmes et des projets prioritaires de l'Etat dont l'acquisition et la mise à jour revêtent un caractère officiel ;

- garantir la protection des données personnelles et la propriété intellectuelle de même que la sécurité des données lors de l'acquisition, de la gestion, du traitement, de la diffusion et de l'utilisation de l'information géographique ;

- définir une politique de diffusion et de tarification commune et transparente pour l'information géographique et les produits qui en découlent ;

- définir les mesures à prendre pour le renforcement des capacités et la formation dans les domaines du traitement et de l'interprétation de l'information géographique au niveau des hautes écoles afin d'assurer une relève de haut niveau tant pour l'administration publique que pour l'économie ;

- statuer sur les propositions du Comité National d'Information Géographique.

**ARTICLE 3 :** Le Conseil Interministériel d'Information Géographique se compose comme suit :

**Président :** Le Premier ministre ;

**Membres :**

- le ministre chargé de la Cartographie et de la Topographie ;

- le ministre chargé de l'Aménagement du Territoire ;

- le ministre chargé des Forces Armées ;

- le ministre chargé des Domaines et du Cadastre ;

- le ministre chargé du Développement Rural ;

- le ministre chargé de l'Environnement ;

- le ministre chargé des Finances ;

- le ministre chargé du Plan et de la Statistique ;

- le ministre chargé des Affaires Etrangères ;

- le ministre chargé des Mines et de la Géologie ;

- le ministre chargé des Transports ;

- le ministre chargé de l'Administration Territoriale ;

- le ministre chargé de la Santé ;

- le ministre chargé de l'Education Nationale ;

- le ministre chargé de la Recherche Scientifique ;

- le ministre chargé de la Communication ;

- le ministre chargé de l'Urbanisme ;

- le ministre chargé des Travaux Publics ;

- le ministre chargé de l'Industrie ;

- le ministre chargé de l'Eau ;

- le ministre chargé de l'Energie ;

- le ministre chargé de la Solidarité ;

- le ministre chargé du Tourisme ;

- le ministre chargé de l'Artisanat ;

- le ministre chargé de la Sécurité et de la Protection Civile ;

- le ministre chargé de la Culture ;

- le ministre chargé de la Jeunesse.

**ARTICLE 4 :** Le Conseil Interministériel d'Information Géographique se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président si les circonstances l'exigent.

Le Secrétariat du Conseil Interministériel d'Information Géographique est assuré par le Ministère chargé de la Cartographie et de la Topographie.

## CHAPITRE II : DU COMITE NATIONAL D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE

**ARTICLE 5 :** Il est créé auprès du ministre chargé de la Cartographie et de la Topographie un organe consultatif dénommé Comité National d'Information Géographique.

**ARTICLE 6 :** Le Comité National d'Information Géographique est saisi de toutes les questions relatives à l'information géographique.

A ce titre, il est chargé de :

- donner des avis sur les données concourant à l'information géographique ;
- mettre en œuvre les décisions prises par le Conseil Interministériel ;
- préparer les réunions du Conseil ;
- assurer la médiation entre les acteurs de l'information géographique ;
- créer les conditions et les moyens tendant à faciliter l'exécution de toutes les tâches relatives à l'établissement et l'utilisation de l'information géographique ;
- proposer les normes nécessaires pour uniformiser et faciliter l'échange des informations géographiques et les produits qui en découlent.

**ARTICLE 7 :** Le Comité National d'Information Géographique se compose comme suit :

**Président :** le ministre chargé de la Cartographie et de la Topographie ou son représentant ;

**Membres :**

- le Directeur Général de l'Institut Géographique du Mali ;
- le Directeur National des Domaines et du Cadastre ;
- le Directeur du Génie Militaire ;
- le Directeur National de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- le Directeur National des Routes ;
- le Directeur National de la Conservation de la Nature ;
- le Directeur de la Coopération Internationale ;
- le Directeur Général des Impôts ;
- le Directeur Général des Douanes ;
- le Directeur National de l'Intérieur ;
- le Directeur National des Collectivités Territoriales ;
- le Directeur National des Frontières ;
- le Directeur National des Industries ;
- le Directeur National de l'Appui au Monde Rural ;
- le Directeur National de l'Aménagement et de l'Équipement Rural ;
- le Directeur National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- le Directeur National de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;

- le Directeur National des Transports ;
- le Directeur National de la Météorologie ;
- le Directeur National de la Géologie et des Mines ;
- le Directeur National de l'Hydraulique ;
- le Directeur National de l'Énergie ;
- le Directeur National de la Planification ;
- le Directeur National de la Statistique et de l'Informatique ;

- le Directeur National du Développement Social ;
- le Directeur National de la Santé ;
- le Directeur National du Patrimoine Culturel ;
- le Directeur Général de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie (OMATHO) ;

- le Directeur du Centre National de Promotion de l'Artisanat ;

- le Directeur Général de la Police Nationale ;
- le Directeur Général de la Protection Civile ;
- le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale ;
- le Chef d'Etat-Major de la Garde Nationale ;
- le Directeur Général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ;

- le Secrétaire Technique Permanent du Cadre Institutionnel de Gestion des Questions Environnementales ;

- le Chef de la Mission d'Aménagement du Territoire ;
- le Recteur de l'Université de Bamako ;
- un représentant de l'Ordre des Géomètres-Experts ;
- un représentant de l'Ordre des Urbanistes ;
- un représentant de l'Ordre des Ingénieurs Conseils ;
- un représentant des Entrepreneurs des Travaux Cartographiques et Topographiques ;

- un représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali.

Le Comité National d'Information Géographique peut faire appel à toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 8 :** Le Comité National d'Information Géographique se réunit en session ordinaire une fois par semestre sur convocation de son Président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président si les circonstances l'exigent.

Le Secrétariat du Comité National d'Information Géographique est assuré par l'Institut Géographique du Mali.

**ARTICLE 9 :** Le Comité National d'Information Géographique est représenté au niveau de chaque Région et du District de Bamako par un Comité Régional d'Information Géographique.

**ARTICLE 10 :** Le Comité Régional d'Information Géographique est composé comme suit :

**Président :** Le Haut Commissaire de la Région ou du District de Bamako ;



**Membres :**

- le Chef de l'Agence Régionale de l'Institut Géographique du Mali ;

- le Directeur Régional des Domaines et du Cadastre ;  
 - le Directeur Régional de l'Urbanisme et de l'Habitat ;  
 - le Directeur Régional des Routes ;  
 - le Directeur Régional de la Conservation de la Nature ;  
 - le Directeur Régional des Impôts ;  
 - le Directeur Régional de l'Appui au Monde Rural ;  
 - le Directeur Régional de l'Aménagement et de l'Équipement Rural ;

- le Directeur Régional de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;

- le Directeur Régional des Transports ;  
 - le Chef de Bureau Régional de l'OMATHO ;  
 - le Directeur Régional de la Police Nationale ;  
 - le Directeur Régional de la Protection Civile ;  
 - le Commandant de la Légion de Gendarmerie ;  
 - le Commandant de Compagnie de la Garde Nationale ;  
 - le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la Culture ;

- un Directeur d'Académie d'Enseignement dans la Région ;  
 - le Directeur Régional des Douanes ;  
 - le Directeur Régional de l'Hydraulique et de l'Énergie ;  
 - le Directeur Régional du Plan et de la Statistique ;  
 - le Directeur Régional du Développement Social et de l'Économie Solidaire ;

- le Directeur Régional de la Santé ;  
 - un représentant de l'Ordre des Géomètres-Experts ;  
 - un représentant de l'Ordre des Urbanistes ;  
 - un représentant de l'Ordre des Ingénieurs Conseils ;  
 - un représentant des Entrepreneurs des Travaux Cartographiques et Topographiques ;  
 - un représentant de la Chambre Régionale d'Agriculture.

Le Comité Régional d'Information Géographique peut faire appel à toute personne en raison de sa compétence.

**ARTICLE 11 :** Le Comité Régional d'Information Géographique se réunit en session ordinaire une fois par trimestre sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son Président si les circonstances l'exigent.

Le Secrétariat du Comité Régional d'Information Géographique est assuré par l'Agence Régionale de l'Institut Géographique du Mali.

**CHAPITRE III : DES DISPOSITIONS FINALES.**

**ARTICLE 12 :** Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°90-414/P-RM du 18 octobre 1990 portant création du Comité National de Cartographie et de Télédétection.

**ARTICLE 13 :** Le ministre de l'Équipement et des Transports, le ministre de l'Économie et des Finances, le ministre des Domaines de l'État, des Affaires Foncières et de l'Habitat, le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Équipement**  
**et des Transports,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le ministre de l'Économie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**Le ministre des Domaines de l'État,**  
**des Affaires Foncières et de l'Habitat,**  
**Boubacar Sidiki TOURE**

**Le ministre de l'Administration**  
**Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

**Le ministre délégué à la Sécurité Alimentaire,**  
**Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la**  
**Pêche par intérim,**  
**Oumar Ibrahima TOURE**

-----

**DECRET N°02-566/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU**  
**MARCHE RELATIF AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION**  
**DE LA PREMIERE TRANCHE DE LA CITE ADMINISTRATIVE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics, modifié par le Décret N°99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;



Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est approuvé l'Avenant N°1 au marché relatif aux travaux de construction de la première tranche de la Cité Administrative, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Entreprise «General Compagny For Construction».

**ARTICLE 2 :** Le Premier ministre et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-567/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF**  
**A L'EXECUTION DES TRAVAUX DU CANAL DE**  
**M'BEWANI ET DU DRAIN DE MASSALA**  
**A L'OFFICE DU NIGER.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics, modifié par le Décret N°99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est approuvé le marché relatif à l'exécution des travaux du canal de M'Béwani et du drain de Massala à l'Office du Niger pour un montant de trois milliards six cent soixante treize millions huit cent cinquante cinq mille quatre cent quatre vingts (3.673.855.480) francs CFA hors toutes taxes et un délai d'exécution de vingt quatre mois (24) mois, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Entreprise SOGEA-SATOM.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**Le ministre délégué à la Sécurité**  
**Alimentaire,**  
**Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage**  
**et de la Pêche par intérim,**  
**Oumar Ibrahima TOURE**

-----

**DECRET N°02-568/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF**  
**A LA FOURNITURE ET A L'INSTALLATION DE**  
**MATERIELS ET EQUIPEMENTS INFORMATI-**  
**QUES POUR L'EMISSION DE VISAS ET DE PASSE-**  
**PORTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/P-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics modifié par le Décret N°99-202/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est approuvé le marché relatif à la fourniture et à l'installation de matériels et équipements informatiques pour l'émission de visas et passeports pour le compte du Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile, pour un montant hors toutes taxes de trois millions six cent soixante quatre mille sept cent quatre vingt quinze (3.664.795) dollars canadiens, soit l'équivalent d'un milliard cinq cent soixante quinze millions neuf cent dix mille neuf cent cinquante neuf (1.575.910.959) francs CFA, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et la «Canadian Bank Note Company Limited».

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,  
Premier ministre par intérim,  
Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure  
et de la Protection Civile,  
Souleymane SIDIBE**

-----  
**DECRET N° 02-569/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF  
A L'EXTENSION DU RESEAU G.S.M DE MALITEL  
DE 50.000 A 70.000 ABONNES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°95-401/PG-RM du 10 novembre 1995 portant code des marchés publics modifiés par le Décret N°99-292/P-RM du 21 septembre 1999 ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 11 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement.

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est approuvé le marché relatif à l'extension du réseau GSM de MALITEL de 50.000 à 70.000 abonnés, pour un montant d'un milliard cinq cent soixante dix huit millions sept cent cinq mille cinq cent (1.578.705.500) francs CFA hors toutes taxes et un délai d'exécution de quatre (4) mois, conclu entre la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA) et la Société ALCATEL CIT.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information, Porte-Parole du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**  
**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,  
Premier ministre par intérim,  
Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

**Le ministre de la Communication et des  
Nouvelles Technologies de l'Information,  
Porte-Parole du Gouvernement,  
Gaoussou DRABO**

-----  
**DECRET N°02-570/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DE LA  
DELEGATION SPECIALE DE LA COMMUNE RU-  
RALE DE FATOMA.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la Loi N°95-034 du 12 février 1995 portant code des collectivités territoriales et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-549/P-RM du 05 décembre 2002 portant dissolution du Conseil Communal de la Commune rurale de Fatoma ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement,

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les personnes dont les noms suivent sont nommées membres de la Délégation Spéciale de la Commune de Fátoma (Cercle de Mopti).

**Président :** Monsieur Bina TANGARA, Technicien de l'Agriculture et du Génie Rural.

#### **Membres :**

- Monsieur Abdoulaye TEMBELY, Technicien Supérieur de l'Elevage ;

- Monsieur Mahamane LANSAR, Technicien Supérieur des Eaux et Forêts ;

- Monsieur Ali SOW, Directeur d'Ecole ;

- Monsieur Issa SOGORE, Technicien Supérieur de l'Elevage ;

- Monsieur Sékou DOUMBIA, Agent Technique de l'Agriculture et du Génie Rural ;

- Monsieur Salif SANOGO, Agent Technique de l'Agriculture et du Génie Rural.

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Administration Territoriale**  
**et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

#### **DECRET N°02-571/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE.**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990 fixant les principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Administratif ;

Vu la Loi N°94-027 du 1<sup>er</sup> juillet 1994 portant création du Laboratoire Central Vétérinaire ;

Vu le Décret N°94-266/P-RM du 8 août 1994 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Laboratoire Central Vétérinaire ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés membres du Conseil d'Administration du Laboratoire Central Vétérinaire en qualité de :

#### **1) Représentants des pouvoirs publics :**

**a) Président :** Le ministre chargé de l'Elevage ou son représentant ;

#### **b) Membres :**

- Professeur Ousmane DOUMBIA, Ministère de la Santé ;  
- Monsieur Lamine KEITA, Ministère de l'Economie et des Finances ;

- Monsieur Mahamane TRAORE, Ministère de l'Education Nationale ;

- Monsieur Amadou MAIGA, Ministère de l'Environnement ;

- Monsieur Adama SIDIBE, Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural ;

#### **2) Représentants des usagers :**

- Monsieur Sékou Oumar TALL, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali ;

- Docteur Youssouf CAMARA, Ordre des Vétérinaires ;

- Docteur Ousmane BA, Industries Alimentaires ;

**3) Représentants des travailleurs :**

- Madame Doumbia Rokia MAGUIRAGA ;
- Monsieur Oumar KANTAO.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,  
Premier ministre par intérim,  
Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre délégué à la Sécurité  
Alimentaire,  
Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et  
de la Pêche par intérim,  
Oumar Ibrahima TOURE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-572/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE DES  
TELECOMMUNICATIONS DU MALI.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu l'Ordonnance N°89-32/P-RM du 09 octobre 1989 portant création de la Société des Télécommunications du Mali, ratifiée par la Loi N°90-018/AN-RM du 27 février 1990 ;

Vu l'Ordonnance N°91-014/P-CTSP du 18 mai 1991 fixant les principes fondamentaux de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial et des Sociétés d'Etat, modifiée par la Loi N°92-029 du 05 octobre 1992 ;

Vu le Décret N°91-134/P-CTSP du 21 juin 1991 fixant le mode de détermination de la rémunération des administrateurs et des présidents-directeurs généraux des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial et des Sociétés d'Etat ;

Vu le Décret N°00-525/P-RM du 25 octobre 2000 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Société des Télécommunications du Mali ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions du Décret N°00-525/P-RM du 25 octobre 2000 susvisé en ce qui concerne Monsieur **Elie POUDIOUGOU**.

**ARTICLE 2 :** Monsieur **Gaoussou Oumar COULIBALY** est nommé membre du Conseil d'Administration de la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA).

**ARTICLE 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,  
Premier ministre par intérim,  
Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de la Communication et des  
Nouvelles Technologies de l'Information,  
Porte-parole du Gouvernement,  
Gaoussou DRABO**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-573/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET  
N°00-107/P-RM DU 22 MARS 2000 PORTANT  
NOMINATIONS AU MINISTERE DE LA SANTE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°00-209/P-RM du 26 avril 2000 portant nominations au Ministère de la Santé ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

##### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions du Décret N°00-209/P-RM du 26 avril 2000 susvisé, en ce qui concerne la nomination au Cabinet du Ministre de la Santé de :

- Monsieur Abdoulaye Chaba SANGARE, N°Mle 736-97-W, en qualité de Chef de Cabinet ;

- Monsieur Bah Bandiougou DIARRA, N°Mle 336-93-F, en qualité de d'Attaché de Cabinet.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

-----  
**DECRET N°02-574/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET N°01-450/P-RM DU 24 SEPTEMBRE 2001 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU.**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-021/P-RM du 15 mars 2000 portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau, ratifiée par la Loi N°00-080 du 22 décembre 2000 ;

Vu le Décret N°00-185/P-RM du 14 avril 2000 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance N°00-021/P-RM du 15 mars 2000 portant création et organisation de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau ;

Vu le Décret N°01-450/P-RM du 24 septembre 2001 portant nomination des membres de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

##### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions du Décret N°01-450/P-RM du 24 septembre 2001 susvisé en ce qui concerne la nomination de Monsieur Sinalou DIAWARA, Ingénieur Hydraulicien, en qualité de membre de la Commission de Régulation de l'Electricité et de l'Eau.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**  
**Le ministre de l'Environnement,**  
**Ministre des Mines, de l'Energie et**  
**de l'Eau par intérim,**  
**Nancoman KEITA**

-----  
**DECRET N°02-575/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002 PORTANT NOMINATION DE CONTROLEURS DES SERVICES PUBLICS.**

#### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-051/P-RM du 27 septembre 2000 portant création du Contrôle Général des Services Publics, ratifiée par la Loi N°00-067 du 30 novembre 2000 ;

Vu le Décret N°01-067/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du contrôle Général des Services Publics ;

Vu le Décret N°01-118/P-RM du 09 mars 2001 déterminant le cadre organique du Contrôle Général des Services Publics ;



Vu le Décret N°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle Général des Services Publics et des Inspections des départements ministériels ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés **Contrôleurs des Services Publics :**

- Monsieur Mohamed Sida DICKO, N°Mle 775-12-Z, Magistrat ;

- Monsieur Mahamane DOUMBIA, N°Mle 380-70-E, Magistrat.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-576/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT NOMINATIONS AU MINISTERE DE LA**  
**SANTE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

#### **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

#### **DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Ministère de la Santé en qualité de :

#### **1. CHEF DE CABINET :**

Madame TOGO Yagalé-Marie TOGO, N°Mle 729-77-Y, Professeur de l'Enseignement Secondaire.

#### **2. CONSEILLER TECHNIQUE :**

Monsieur Boubacar Sidiki CISSE, N°Mle 335-47-D, Professeur de l'Enseignement Supérieur.

#### **3. CHARGE DE MISSION :**

Madame Aminata SIDIBE, Pharmacienne.

#### **4. ATTACHE DE CABINET :**

Monsieur Cheick Tidiane WAGUE, Employé de commerce.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**



**DECRET N°02-577/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU MI-  
NISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COM-  
BATTANTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fon-  
damentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et  
du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les  
règles générales d'organisation et de fonctionnement des  
cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les  
règles générales d'organisation et de fonctionnement des  
secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les  
conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux  
fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs  
subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant  
les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre de  
la Défense et des Anciens Combattants en qualité de :

**1. ATTACHE DE CABINET :**

Monsieur Ibrahim ASCOFARE, Agent de Constatation des  
Douanes.

**2. SECRETAIRE PARTICULIER :**

Capitaine Seydou DOUMBIA.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispo-  
sitions antérieures contraires, sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**

**Premier ministre par intérim,**

**Mme KEITA Rokiadou N'DIAYE**

**Le ministre de la Défense et**

**des Anciens Combattants,**

**Mahamane Kalil MAIGA**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-578/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE MIS-  
SION AU CABINET DU MINISTRE DE LA COMMU-  
NICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES  
DE L'INFORMATION.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fon-  
damentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et  
du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les  
règles générales d'organisation et de fonctionnement des  
cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les  
conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux  
fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs  
subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant  
les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Oumar Yaya MAIGA**, Jour-  
naliste, est nommé **Chargé de Mission** au Cabinet du Mi-  
nistre de la Communication et des Nouvelles Technologies  
de l'Information.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispo-  
sitions antérieures contraires, sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**

**Premier ministre par intérim,**

**Mme KEITA Rokiadou N'DIAYE**

**Le ministre de la Communication et des**

**Nouvelles Technologies de l'Information,**

**Porte-Parole du Gouvernement,**

**Gaoussou DRABO**

**Le ministre de l'Economie**

**et des Finances,**

**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-579/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DU  
PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA  
PRATIQUE DE L'EXCISION.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°02-053/P-RM du 04 juin 2002 portant création du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision ;

Vu le Décret N°02-492/P-RM du 12 octobre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision ;

Vu le Décret N°02-493/P-RM du 12 octobre 2002 déterminant le cadre organique du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Madame **KEITA Joséphine TRAORE**, N°Mle 306-90-C, Médecin, est nommée **Directrice** du Programme National de Lutte contre la Pratique de l'Excision.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre du Développement Social,**  
**de la Solidarité et des Personnes Agées,**  
**Ministre de la Promotion de la Femme,**  
**de l'Enfant et de la Famille par intérim,**  
**Mme N'DIAYE Fatoumata COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-580/P-RM DU 16 DECEMBRE 2002  
PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU MI-  
NISTRE DELEGUE A LA REFORME DE L'ETAT ET  
AUX RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°02-504/P-RM du 07 novembre 2002 déterminant les services publics mis à la disposition des ministres délégués pour l'exercice de leurs attributions ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre délégué à la Réforme de l'Etat et aux Relations avec les Institutions :

**I- CHEF DE CABINET :**

Monsieur Abdramane TOURE, N°Mle 460-20-Y, Administrateur Civil.

**II- CONSEILLERS TECHNIQUES :**

- Monsieur Sidy TRAORE, N°Mle 308-42-Y, Administrateur Civil ;

- Mme Mariétou MACALOU, N°Mle 397-53-K, Administrateur Civil.

**III- CHARGE DE MISSION :**

Monsieur Abdoulaye ALKADI, N°Mle 950-85-G, Administrateur Civil.

**IV- ATTACHE DE CABINET :**

Monsieur Mahamoudou TAPHA, N°Mle 474-12-N, Professeur de l'Enseignement Secondaire.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 16 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**  
**Le ministre de la Santé,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Mme KEITA Rokiatou N'DIAYE**  
**Le ministre Délégué au Plan,**  
**Ministre délégué à la Réforme**  
**de l'Etat et aux Relations avec**  
**les Institutions par intérim,**  
**Marimantia DIARRA**  
**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

-----

**DECRET N°02-581/P-RM DU 20 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE**  
**NATIONALE EN SESSION EXTRAORDINAIRE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

**A LA DEMANDE DU PREMIER MINISTRE,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** L'Assemblée Nationale est convoquée en session extraordinaire le samedi 21 décembre 2002.

L'ordre du jour comporte les points suivants :

- 1°) Projet de loi portant modification de la Loi N°01-112 du 21 décembre 2001 portant loi de finances pour l'exercice 2002 ;
- 2°) Projet de loi portant loi de finances pour l'exercice 2003 ;
- 3°) Rapport sur la situation de la CMDT et la filière Coton.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 20 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**  
**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**DECRET N°02-582/P- RM DU 20 DECEMBRE 2002**  
**PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD DE**  
**PRET, SIGNE A ABIDJAN, LE 18 NOVEMBRE 2002**  
**ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA**  
**REPUBLIQUE DU MALI ET LE FONDS AFRICAIN**  
**DE DEVELOPPEMENT, RELATIF AU**  
**PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL**  
**(PAS III).**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°02-077/P-RM du 20 décembre 2002 autorisant la ratification de l'Accord de Prêt signé à Abidjan, le 18 novembre 2002 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement, relatif au Programme d'Ajustement Structurel (PAS III) ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est ratifié l'Accord de Prêt d'un montant de Vingt Deux Millions Trois Cent Mille Unités de Compte (22 300 000 UC), signé à Abidjan, le 18 novembre 2002 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement, relatif au Programme d'Ajustement Structurel (PAS III).

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 20 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre des Affaires Etrangères**  
**et de la Coopération Internationale,**  
**Lassana TRAORE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**DECRET N°02-583/P-RM DU 20 DECEMBRE 2002  
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES  
DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION  
NATIONALE DE LA GEOLOGIE ET DES MINES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N°90-105/AN-RM du 11 octobre 1990 portant création de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ;

Vu le Décret N°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

**CHAPITRE I : DE L'ORGANISATION**

**SECTION I : DU DIRECTEUR**

**ARTICLE 2 :** La Direction Nationale de la Géologie et des Mines est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du ministre chargé de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur de la Géologie et des Mines est chargé, sous l'autorité du ministre, de programmer, diriger, coordonner les activités du service et de contrôler leur exécution.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur est secondé et assisté d'un Directeur Adjoint qui le remplace de plein droit en cas de vacance, d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur Adjoint est nommé par arrêté du ministre chargé de la Géologie et des Mines, sur proposition du Directeur National de la Géologie et des Mines. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

**SECTION II : DES STRUCTURES**

**ARTICLE 5 :** La Direction Nationale de la Géologie et des Mines comporte un Centre de Documentation et d'Informatique placé en staff, et cinq divisions :

- la Division Etudes et Législation ;
- la Division Géologie ;
- la Division Mines ;
- la Division Installations classées et Environnement minier ;
- la Division Hydrocarbures.

**ARTICLE 6 :** Le Centre de Documentation et d'Informatique est chargé de :

- rechercher et centraliser toute documentation sur les recherches géologique, minière et pétrolière ;
- rechercher et centraliser toute documentation sur l'exploitation minière et pétrolière ;
- recenser, conserver et gérer les rapports techniques et les supports magnétiques ;
- constituer des banques de données ;
- constituer une collection des spécimens minéralogiques, lithologiques et paléontologiques ;
- effectuer le traitement informatique des données ;
- contribuer à la production des rapports techniques ;
- produire les supports nécessaires à la recherche et à la promotion de l'activité minière et pétrolière ;
- tenir les statistiques.

Le Centre de Documentation et d'Informatique a rang de division de service central et comprend trois (3) sections :

- la Section Documentation ;
- la Section Informatique ;
- la Section Lithothèque.

**ARTICLE 7 :** La Division Etudes et Législation est chargée de :

- étudier les dossiers relatifs aux demandes de titres miniers et de carrières industrielles ;
- assurer la mise à jour du cadastre minier et du registre de la conservation minière ;
- recouvrer les taxes de délivrance et de redevance des titres miniers et des autorisations d'exploitation des carrières, des redevances et taxes liées aux établissements et installations classés en relation avec la régie ;
- participer à la fixation des prix de vente des produits miniers et pétroliers au Mali ;
- élaborer, instruire et suivre les dossiers de coopération ;

- suivre et analyser l'évolution des prix des substances minérales et pétrolières au niveau du marché international ;

- étudier les perspectives du secteur minier et pétrolier au plan national et international ;

- assurer la mise à jour des codes minier, pétrolier du Mali et de la loi sur les installations classées.

**ARTICLE 8 :** La Division Etudes et Législation comprend deux (2) sections :

- la Section Etudes ;
- la Section Législation.

**ARTICLE 9 :** La Division Géologie est chargée de :

- élaborer, suivre et contrôler les programmes d'inventaire minier et de cartographie géologique ;

- suivre et contrôler les activités des sociétés de recherche, d'exploration géologique et minière ;

- établir le fichier des indices ;

- centraliser les résultats des travaux de recherche géologique et minière sur le territoire national et participer à la synthèse des données géologiques et à la mise à jour de la carte géologique ;

- instruire tout dossier relatif aux activités de recherche ;  
- effectuer ou faire effectuer les travaux de géologie fondamentale et les publications connexes.

**ARTICLE 10 :** La Division Géologie comprend deux (2) sections :

- la Section Prospection Minière ;
- la Section Cartographie Géologique.

**ARTICLE 11 :** La Division Mines est chargée de :

- suivre et contrôler les activités des sociétés d'exploitation minière ;

- contrôler l'application de la réglementation sur les mines, et leurs dépendances ;

- suivre et contrôler les activités d'exploitation dans les mines, les carrières et leurs dépendances ;

- analyser les études de faisabilité et les rapports d'activités des sociétés d'exploitation ;

- analyser les rapports des conseils d'administration des sociétés d'exploitation ;

- évaluer l'impact socio-économique des activités minières ;

- instruire les dossiers relatifs à la commercialisation et au contrôle de qualité des pierres précieuses et semi-précieuses ;

- instruire tout dossier relatif aux activités d'exploitation.

**ARTICLE 12 :** La Division Mines comprend deux (2) sections :

- la Section Inspection ;
- la Section Evaluation.

**ARTICLE 13 :** La Division Installations Classées et environnement minier est chargée de :

- instruire les dossiers des installations classées autres que ceux relatifs aux hydrocarbures liquides, solides ou gazeux ;

- participer à l'analyse et à l'évaluation des dossiers relatifs aux études d'impact sur l'environnement minier ;

- contrôler l'application de la réglementation sur les installations classées autres que les hydrocarbures ;

- assurer la surveillance des installations classées sur les normes environnementales, d'hygiène et de sécurité ;

- participer au suivi et au contrôle de l'impact environnemental des projets miniers et des installations classées ;

- veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation préconisées ;

- instruire les dossiers relatifs aux explosifs civils et accessoires.

La Division Installations classées et Environnement minier comprend deux sections :

- la Section Installations Classées ;
- la Section Environnement Minier.

**ARTICLE 14 :** La Division des Hydrocarbures est chargée de :

- établir les programmes de recherche des hydrocarbures, des roches bitumineuses et des roches asphaltiques et d'en assurer le contrôle de l'exécution dans le cadre de l'inventaire pétrolier ;

- participer à l'évaluation de toute étude de faisabilité dans le domaine des hydrocarbures liquides, solides ou gazeux ;

- participer à l'élaboration et à la synthèse de tous documents se rapportant aux hydrocarbures ;

- participer au contrôle de la qualité des produits pétroliers au Mali ;

- participer à la définition des normes des produits pétroliers au Mali ;

- instruire les dossiers des établissements et des installations classés relatifs aux hydrocarbures liquides, solides ou gazeux ;



- contrôler l'application de la réglementation sur les appareils à pression de vapeur et de gaz.

**ARTICLE 15 :** La Division des Hydrocarbures comprend deux (2) sections :

- la Section Exploration Pétrolière ;
- la Section Pétrochimie.

**ARTICLE 16 :** Les Divisions et les Sections sont dirigées par des chefs de Divisions et chefs de sections nommés respectivement par arrêté et décision du Ministre chargé de la Géologie et des Mines sur proposition du Directeur National de la Géologie et des Mines.

## CHAPITRE II : DU FONCTIONNEMENT

### SECTION I : DE L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DE SERVICE

**ARTICLE 17 :** Sous l'autorité du Directeur, les chefs de Divisions préparent les études techniques, les programmes d'action concernant les matières relevant de leurs secteurs d'activités, procèdent à l'évaluation périodique des programmes mis en œuvre, coordonnent et contrôlent les activités des sections.

**ARTICLE 18 :** Les chefs de sections fournissent aux chefs de Divisions les éléments d'informations indispensables à l'élaboration des études et programmes d'action.

### SECTION II : DE LA COORDINATION ET DU CONTROLE

**ARTICLE 19 :** L'activité de coordination et de contrôle de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines s'exerce sur les services régionaux, sub-régionaux, les sociétés et entreprises minières et sur les services rattachés chargés de la mise en œuvre de la politique de la recherche, du développement, de l'exploitation et de la transformation des ressources du sous-sol.

**ARTICLE 20 :** La Direction Nationale de la Géologie et des Mines est représentée en cas de besoin :

- au niveau régional par la Direction Régionale de la Géologie et des Mines,
- au niveau du cercle par le service local de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 21 :** L'activité de coordination et de contrôle s'exerce par :

- un pouvoir d'instruction préalable portant sur le contenu des décisions à prendre et des activités à mener ;
- un droit d'intervention sur les décisions contribuant à l'exercice du pouvoir d'approbation, de suspension, de reformulation ou d'annulation.

**ARTICLE 22 :** Est rattaché à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines, le Programme pour le Développement des Ressources Minérales.

## CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES

**ARTICLE 23 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°90-446/P-RM du 31 octobre 1990 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 24 :** Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 20 décembre 2002**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau,**  
**Hamed Diane SEMEGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

**Suivant récépissé n°0857/MATCL-DNI** en date du 13 décembre 2002, il a été créé une association dénommée Amicale des Ressortissants et Sympathisants du Bélédougou " ARSB-BINKADI "

**But :** de favoriser le développement socio-économique du Bélédougou, promouvoir et revaloriser la culture traditionnelle de la localité.

**Siège Social :** Bamako, Niamakoro Dougoukoro près de l'ancienne mosquée.

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président actif :** Djigui COULIBALY  
**Secrétaire général :** Yaya DIARRA  
**Secrétaire administratif :** Modibo DIARRA

**Secrétaire Administratif adjoint :**  
Barou dit Oumar TRAORE

**Secrétaire au développement et à la culture :**  
Samou DIARRA

**Trésorier général :**

Adama NIARE

**Secrétaires à la communication et à l'information :**

- 1 - Seydou DIARRA
- 2 - Zan KONATE

**Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation :**

- 1 - Abdoulaye COULIBALY
- 2 - Djienfa COULIBALY
- 3 - Mme Koumba TRAORE
- 4 - Mme Baya COULIBALY

**Secrétaires aux activités des femmes :**

- 1 - Mariam SALL
- 2 - Mme Rokia KONATE

**Commissaires aux Comptes :**

- 1 - Alou KONATE
- 2 - Mamadou SANGARE

**Commissaires aux conflits :**

- 1 - Sidy Mohamed TRAORE
- 2 - N'Tji NIARE
- 3 - Salif KONATE

-----

**Suivant récépissé n°0470/MAT-DB-DNI** en date du 27 mai 1988, il a été créé une association dénommée Village d'Enfants SOS du Mali " VESOS MALI "

**But :** d'accueillir et d'élever des enfants orphelins, abandonnés ou relevant de cas sociaux qui ne peuvent trouver de parents adoptifs ou familles capables de les prendre en charge convenablement.

**Siège Social :** Bamako BP E 495

**Liste des Membres du Bureau :**

**Président :** Mamadou M. KEITA  
**Vice-président :** Ismaïla KONATE  
**Secrétaire générale :** Mme Hawa DIALLO  
**Trésorier :** Sidi KONATE

**Membres :**

- 1 - Mme N'DIAYE Astou
- 2 - Sambaly TRAORE
- 3 - Mme DIAWARA Faty
- 4 - Galadio DIALLO
- 5 - Guédiouma DIALLO
- 6 - Boubacar DIALLO
- 7 - Représentant SOS-KDI
- 8 - Représentant SOS-France

**Suivant récépissé n°054/CK** en date du 23 Août 2002, il a été créé une association dénommée Association des Jeunes de Tafacirga T.L.K.

**But :** de participer au développement du village de Tafacirga.

**Siège Social :**

Tafacirga Commune rurale de Kolimbiné

**Liste des Membres du Bureau :****Président :**

Djimé SIDIBE

**Secrétaire Général:**

Mamadou DOUMBIA

**Trésorier général :** Fodié DIOMBERA

**1er Adjoint :**

Diombo DABO

**2ème Adjoint :**

Bakary GACKOU

**Secrétaire aux relations extérieures :**

Djimé SIDIBE

**Secrétaire à l'organisation :**

Lagané DABO

**Secrétaire adjoint à l'organisation :**

Saloum COULIBALY

**Commissaire aux conflits :**

Madibiné DIOMBERA

-----

**Suivant récépissé n°0535/MATCL-DNI** en date du 09 août 2002, il a été créé une association dénommée AND DEFAR. (œuvrer ensemble).

**But :** d'œuvrer pour le développement socio—économique et culturel du Mali, promouvoir l'épargne et l'accès au crédit.

**Siège Social :**

Hippodrome Rue 254 porte 209

**Liste des membres du bureau :**

**Président :** Mamadou SOUMARE  
**Secrétaire Général :** Dapa DIALLO  
**Secrétaire Administratif :** Mamadou DIAWARA

**Trésorier général :** Adama SANGARE

